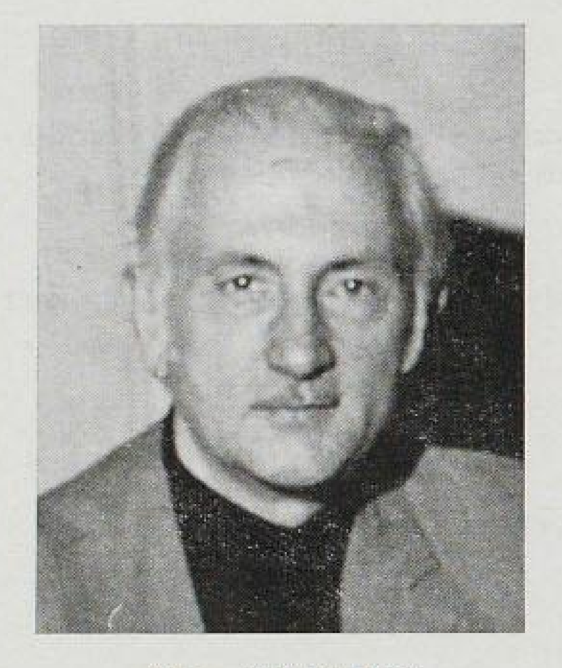
6me CIRCONSCRIPTION DES YVELINES

Elections Législatives du 4 Mars 1973

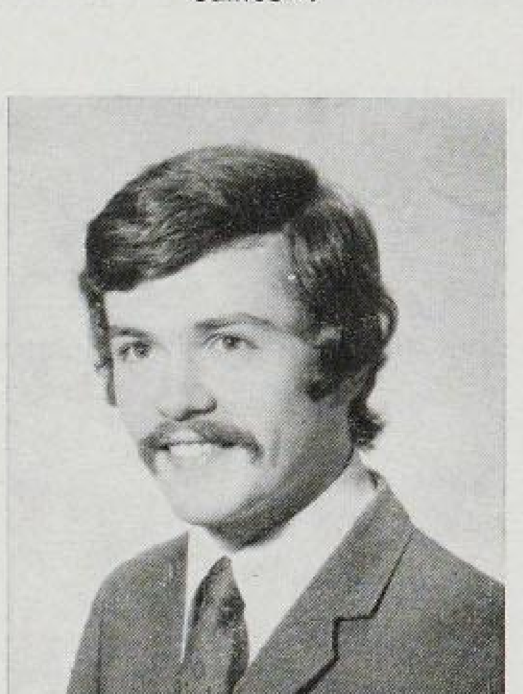
Alain CHAMBERT

" INDÉPENDANT "

Suppléant : Jacques ROBIDAIRE



Alain CHAMBERT
né à VERSAILLES en 1919. Engagé volontaire en 1939. Officier de Réserve. Ancien journaliste. Secrétaire de Société. Auteur de « Plaidoyer pour Versailles ».



Jacques ROBIDAIRE
né à Versailles en 1946. Licencié en Droit. Membre de la Fédération Nationale des Mutilés du Travail. Clerc de Notaire.

Electeurs, Electrices,

Les Français à l'époque de la « participation et de la concertation » ont droit à la parole.

Le malaise actuel provient de certaines méthodes autoritaires de gouvernement et de l'Administration toute puissante.

Les alliances électorales — de circonstance — sont dangereuses par leur ambiguïté.

Les programmes mirifiques et démagogiques ne proposent aucun plan financier sérieux. La valse des milliards se transformera en impôts alors que la charge fiscale est — en France — la plus lourde d'Europe.

Le représentant que vous élirez le 4 mars doit dépendre de vous, non d'un Etat-Major anonyme et irresponsable.

L'amélioration de la Société dans laquelle nous vivons demande des réformes et non une révolution. Celle-ci aboutirait inéluctablement à un régime totalitaire, seul capable de résoudre une crise économique provoquée par la peur et les atteintes aux libertés individuelles.

De votre vote dépend l'instauration souhaitable d'une véritable démocratie économique, le respect de la qualité de la vie, la justice, la liberté.

Face aux politiciens qui cumulent par profession les mandats,

Il faut porter au pouvoir l'imagination avec l'aide de la jeunesse.

POUR
UN RENOUVEAU

par le changement des méthodes gouvernementales et des hommes politiques

UNE ECONOMIE JUSTE

La hausse des prix rend illusoire les augmentations de salaire.

L'expansion économique a satisfait beaucoup de besoins matériels. Elle ignore les délaissés de l'inflation : retraités, petits épargnants...

L'ETAT DEPENSE TROP ET MAL. Un contrôle rigoureux des subventions doit être instauré. La T.V.A., impôt inflationniste (les investissements et les stocks ne la subissent pas) frappe d'une façon trop élevée consommateurs et communes.

Les nationalisations ne doivent pas être étendues sous peine d'asphyxie financière.

Une loi anti-trust limitera le pouvoir des monopoles. Les commerçants, les artisans seront protégés face aux « grandes surfaces ».

Priorité à l'initiative privée face à la contrainte de l'Etat.

DEFENSE du CADRE de la VIE

La situation est dramatique dans la région parisienne. **Tout a été sacrifié à la seule notion de rentabilité,** les équipements collectifs sont négligés. Les dérogations — en matière d'urbanisme — sont à l'origine des scandales politico-financiers.

— **La ville nouvelle de Saint-Quentin est une erreur.** Une ville n'est pas créée en quelques années ; elle ne sera que le prolongement de la banlieue. Il est **inadmissible** qu'elle se construise à notre détriment par le projet d'implantation de l'usine de traitement de ses eaux usées aux sources de la Bièvre et par l'extension de l'usine d'ordures ménagères de Buc.

— PROTECTION ABSOLUE DE LA VALLEE DE LA BIEVRE.

— **LUTTE contre le bruit et les nuisances. NON** à l'extension de l'aérodrome de **Toussus** sous prétexte de modernisation, mais respect des droits de chacun. Une indemnisation ne peut résoudre le problème humain.

— **Toute atteinte aux espaces verts, poumon des villes, doit être prohibée.**

— Circulation. On veut nier le « fait automobile » mais on en construira toujours davantage : les routes ne suivent pas. Toujours pas d'axe nord-sud et les poids lourds traversent Versailles.

— Abandon des projets d'abattoirs et de marché de gros à Porchefontaine.

— Réalisation rapide du métro à Vélizy et modernisation des lignes S.N.C.F.

— Extension de l'Hôpital de Versailles et Université à réaliser dans les cinq ans à venir.

DEFENSE de L'INDIVIDU

La Justice et la Liberté sont deux éléments difficiles à concilier. On doit y parvenir.

— Mise en place d'une JUSTICE HUMAINE à la portée de tous en réduisant le formalisme suranné, le coût trop élevé et la lenteur proverbiale.

— Egalité devant l'impôt, en favorisant l'épargne, fruit du travail, mais en pénalisant toutes les spéculations.

— A travail égal, la femme doit obtenir un salaire égal.

— Droit des anciens combattants d'A.F.N. à la carte du combattant et justice pour les rapatriés.

— Garantie de la liberté d'information.

— Insertion des handicapés physiques dans notre économie : il est intolérable que tout emploi dans l'Administration leur soit interdit.

mieux vivre...

c'est possible

IMP PINCEMIN - VERSAILLES

Vu le Candidat